



**FONDS DE CONSOLIDATION DE LA PAIX**  
**ANNUAL PROGRAMME<sup>1</sup> NARRATIVE PROGRESS REPORT**  
**REPORTING PERIOD: 1 JANUARY – 31 DECEMBER 2011**

<p><b>Submitted by:</b></p> <p>PNUD  Maison des Nations Unies, B.P : 648  Moroni_Hamramba,    Tél: 00269 773 15 58</p>	<p><b>Country and Thematic Area<sup>2</sup></b></p> <p>UNION DES COMORES</p> <p><b><u>Domaine prioritaire 1: Sécurité &amp; Stabilité :</u></b>  1.1 <i>Réformes sécuritaires:</i> Renforcement des structures de commandement et de contrôle, réhabilitation des infrastructures, équipement d'une force de police nouvellement organisée, formation en droits de l'homme, soutien en matière d'infrastructure et de logistique aux initiatives nationales pour patrouiller et sécuriser les frontières maritimes.</p>
<p><b>Programme No: PBF/COM/B-1</b>  <b>MDTF Office Atlas No: 000 73336</b>  <b>Programme Title:</b>  <b>Réforme du secteur de la sécurité en Union des Comores</b></p>	<p><b>Participating Organization(s):</b></p> <p>PNUD</p>
<p><b>Implementing Partners:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Cabinet du Président de la République en charge de la Défense</i></li> <li>• <i>Armée Nationale de Développement.</i></li> </ul>	<p><b>Programme Budget (from the Fund):</b></p> <p><i>Budget FCP: 1 900 000 \$</i></p> <p>Total: 1 900 000 \$</p>
<p><b>Programme Duration:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 24 Mois</li> </ul> <p><b><u>Start date<sup>3</sup>:</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <u>16 décembre 2009</u></li> </ul> <p><b><u>End date:</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>31 mars 2012</i></li> </ul> <p><b>Retard éventuel (mois): 5 mois</b></p>	

<sup>1</sup> The term “programme” is used for programmes, joint programmes and projects.

<sup>2</sup> E.g. Priority Area for the Peacebuilding Fund; Thematic Window for the Millennium Development Goals Fund (MDG-F); etc.

<sup>3</sup> The start date is the date of the first transfer of funds from the MDTF Office as Administrative Agent.

## **NARRATIVE REPORT FORMAT**

### **I. Purpose**

La consolidation de la paix et la sécurité en Union des Comores requièrent une réforme sécuritaire et un appui aux forces de sécurité orientée vers le respect de l'état de droit et la cohésion nationale, tout en fournissant des services de sécurité efficaces à la population. Toutefois, l'état de délabrement des infrastructures sécuritaires existantes et les faibles capacités opérationnelles portent préjudice à la discipline et au professionnalisme de l'institution militaire. De même, les dysfonctionnements et faibles capacités des services de documentation et d'information de l'Etat (DNDPE – Direction Nationale de la Documentation et de la Protection de l'Etat) se manifeste par le non respect des droits humains et des décisions de justice et par des politiques inopportunes qui alimentent les sentiments d'insécurité pour des catégories de la population. La forte perméabilité des installations et équipements militaires a facilité plusieurs entreprises de déstabilisation et la circulation des armes et pourrait fragiliser la paix et la cohésion nationale retrouvées. Ceci prend d'ailleurs plus d'importance si on tient en compte qu'il faudra également sécuriser les armes récupérées dans le cadre du processus DDR. En outre, la nature insulaire du pays et l'absence de structures de contrôle, de prévention et de protection des activités en mer, favorisent toutes sortes de trafics illicites et de mouvement non contrôlés de personnes qui peuvent constituer une menace pour la stabilité du pays et la sécurité de sa population. Finalement, l'absence de vision et de politique partagées de sécurité nationale rend difficile la construction d'une armée républicaine garante de la sécurité des institutions et du respect de l'état de droit et de l'unité nationale. L'ensemble du secteur a donc besoin d'une direction stratégique renforcée, d'une politique nationale partagée et des capacités opérationnelles modernisées, afin de consolider la paix civile et la stabilité des institutions.

Le projet « Réforme du Secteur de la Sécurité (RSS) en Union des Comores » s'inscrit dans le domaine 1 du Plan Prioritaire pour la Consolidation de la Paix (PPCP) qui vise la sécurité et la stabilité du pays. Il a donc pour objectif, de doter le Gouvernement comorien d'une politique nationale et de forces de sécurité modernisées capables d'assurer la sécurité de ses citoyens. Ainsi, l'action porte sur la restructuration du secteur de sécurité afin de consolider la paix, renforcer sa gouvernance démocratique, contribuer à une réduction du nombre de violations des droits de l'homme, en particulier de la femme, et va asseoir les fondements de l'Etat de droit et de la sécurité civile, ceci afin d'assurer une stabilité à long terme des Comores.

Outre, l'élaboration et la mise en œuvre d'une vision et d'une politique de sécurité orientées vers l'instauration d'une paix et d'une sécurité durables, il s'agira de sensibiliser les forces de sécurité à l'éthique professionnelle. Il sera aussi question de revitaliser la plateforme de formation de l'Ecole Nationale des Forces Armées et de la Gendarmerie ; de réhabiliter des camps et infrastructures militaires dont l'état de vétusté génère de sérieux problèmes de sécurité pour la population ; de renforcer les capacités techniques et opérationnelles du service de documentation et d'information de l'Etat et enfin de soutenir la création d'un service de surveillance des mers. L'acquisition des compétences et des moyens adéquats renforcera l'esprit républicain qui doit animer les forces de sécurité et participera aux efforts de stabilisation des institutions et de la promotion de la cohésion maximale.

## **II. Resources**

### ***Financial Resources:***

Contribution du FCP – Fonds de Consolidation de la Paix : 1.900.000 USD

<b>Project Disbursement :From Project start up to date of this report</b>	
Cumule des décaissements au 31 Décembre 2011	<b>1 286 246,59 US\$</b>
Cumule des décaissements Prévus	<b>1.900.000 US\$</b>
Taux d'exécution	<b>67,69 %</b>

### ***Human Resources:***

#### **National Staff:**

- Un Expert national en RSS
- Un Assistant administratif et financier
- Un Chauffeur (en cours de recrutement)

#### **International Staff:**

- Un Spécialiste en RSS et Justice. En attendant la fin du processus de recrutement de ce dernier, le projet a bénéficié de l'appui d'une Conseillère en RSS au cours du dernier trimestre 2010.

**Coordination nationale du projet :** un Directeur National.

## **III. Implementation and Monitoring Arrangements**

Les principaux partenaires impliqués dans la coordination et la gestion du programme sont le Cabinet du Président de l'Union chargé de la Défense (Cabinet Militaire), l'AND, le Comité de Pilotage du programme composé de hauts cadres des forces de sécurité, le Directeur National du projet, un expert international en sécurité, justice et droits humains, un expert national en RSS, Justice et Droits de l'Homme, et le bureau de pays PNUD. L'approche participative adoptée, notamment au cours de la formulation du projet et pendant sa mise en œuvre, visent à assurer un leadership national effectif, garantissant ainsi une appropriation nationale optimale.

Quant aux capacités de mise en œuvre, il est à noter que le bureau de pays PNUD dispose d'un réseau bien consolidé et des connaissances avérées dans les champs d'action du projet. Des compétences spécifiques sont également disponibles au niveau de certains bureaux de pays et à l'appui technique du Bureau de prévention de crises et relèvement (BCPR). L'AND dispose de cadres militaires de haut niveau dans l'ensemble des domaines d'intervention du projet. Bien entendu, le point focal de la mise en œuvre est l'expert international en la matière.

Ainsi, la gestion quotidienne se fait principalement par l'expert international, en coordination avec le Directeur National, encadré par le Cabinet Militaire, le Secrétariat FCP et le Comité de Pilotage. Les rôles particuliers des différentes entités dans la mise en œuvre des volets spécifiques du programme ressortent du cadre logique inclus dans ce document. Ainsi, une Commission nationale de réforme de la sécurité et de la justice devra être mise en place et sera chargée d'appuyer à l'élaboration de la mise en œuvre de la politique nationale de sécurité et suivra sa mise en œuvre. L'AND est chargé de gérer la sécurisation des dépôts d'armes, la réhabilitation des infrastructures et la formation de son personnel. En tant qu'agence récipiendaire, le bureau pays du PNUD, à travers son Joint Support Office, sera responsable des transactions financières et autres achats.

L'équipe de gestion du Programme assure la mise en œuvre du plan de suivi-évaluation élaboré dans le cadre du projet.

Des réunions régulières entre l'équipe du projet, l'AND, et le Cabinet Militaire ont permis de faire un suivi rapproché des activités en cours. Ce mécanisme qui vient d'être rodé, devrait assurer en 2011, avec l'équipe complète du projet une mise en œuvre optimale du projet et l'atteinte des résultats.

#### **IV. Results**

##### **1. Tenue de la 2<sup>ème</sup> réunion du Comité de Pilotage (CD);**

La tenue de la 2<sup>ème</sup> réunion du Comité National de Pilotage a eu lieu à la salle de conférence de l'Etat-major à Kandani le 18 mai 2011. Cette réunion a vu la participation du Chef d'Etat-major de l'AND, le Coordonnateur Principal du FCP, de l'équipe du projet, des cadres nationaux et des institutions partenaires du projet. L'ordre du jour de cette rencontre portait sur les points suivants :

- 1- Bilan de l'année 2010
- 2- Adoption du Plan de Travail Annuel 2011
- 3- Divers.

Après la présentation du bilan de l'année 2010, le Plan de Travail Annuel (PTA) a été établi et adopté sur la base des impératifs budgétaires et des priorités définies par les bénéficiaires du projet.

##### **2. Elaboration d'une politique nationale de sécurité.**

Le processus d'élaboration de cette politique nationale de sécurité a démarré avec des consultations des acteurs et services opérant dans le domaine de la sécurité du pays, en Grande Comore, Ajouan et Mohéli. Vu l'urgence et la situation qui prévaut à Anjouan, une consultation supplémentaire a été effectuée dans cette île dans une perspective de prélude de l'élaboration de cette politique. A cet effet, il a été relevé les enjeux et défis des menaces de la stabilité dans l'île, les défis à une harmonisation des missions des différents services impliqués dans la sécurité ainsi que l'intégration du contrôle démocratique dans la gouvernance sécuritaire.

A cet égard, les autorités sont sensibilisées quant à la nécessité de la mise en place d'un mécanisme de contrôle démocratique pour la RSS qui devra faire partie de la politique susmentionnée.

Ainsi, les autorités politiques ont sensiblement intégré la question de la gouvernance sécuritaire dans les priorités du gouvernement. Ceci a conduit les autorités politiques à mettre en place une commission de défense pour l'élaboration de la politique nationale de défense.

Après une série de réunions sur la révision et la mise à jour des textes régissant l'AND, ce comité sectoriel a produit son rapport sur la politique de défense remis au Président de la République en 20 décembre dernier. Un document capital pour l'élaboration de la politique nationale de sécurité.

Pour mettre en rail le chantier de la politique nationale, le Président de l'Union a pris un décret portant mise en place de la commission pour l'élaboration de la Politique Nationale de sécurité. Ainsi, le pays s'est doté d'une commission nationale pour l'élaboration de la politique nationale de sécurité opérationnelle.

De même, dans le cadre de la coopération Sud/sud, le PNUD a sollicité l'appui de l'UNREC dans les démarches de l'élaboration de cette politique. La mission d'appui de l'UNREC s'est

donc réalisée avec succès. Le rapport préliminaire est remis au PNUD. A cet effet, grâce à l'appui de l'UNREC, la commission nationale dispose des grandes orientations de la politique nationale de sécurité permettant ainsi le démarrage des discussions.

### 3. Réhabilitation d'infrastructures

Suite à la mission d'appui du Bureau du PNUD de Burundi sur l'évaluation des quatre (4) DAO à savoir les dossiers de l'ENFAG, du Service de Santé Militaire, Ecole Nationale de Police et Direction Générale de Police et de la Sureté Nationale et sur les devis estimatifs des nouveaux sites choisis par la partie nationale à savoir :

Pour la Police

- ✓ Dar Saanda, Commissariat Central (Maison Piney) au niveau de la Grande Comore
- ✓ Au niveau de Mohéli le dossier du Commissariat Central de Fomboni.
- ✓ Le nouveau site de la Direction régionale de la Police d'Anjouan

Pour l'armée :

- ✓ le site du QG de l'Unité Maritime au niveau de la Grande Comore.
- ✓ Les devis quantitatifs des armureries et des clôtures des casernes militaires

L'attribution des marchés a été opérée conformément aux règles de procédures.

Ainsi, l'attribution des marchés de l'Ecole Nationale de Forces Armées et de la Gendarmerie (ENFAG) et du Service de Santé Militaire ainsi que les cérémonies de pose de la première pierre ont été effectuées fin mai 2011.

A l'heure actuelle tous les travaux des gros œuvres sont achevés tant au niveau de l'ENFAG qu'au Service de Santé Militaire. Les deux chantiers sont dans la phase des finitions. Les entrepreneurs de ces deux chantiers ont perçu leur première et deuxième tranche de leur rémunération.

Suite au retard accusé dans la réalisation des ouvrages du chantier, il est estimé de réceptionner le bâtiment du service de Santé Militaire début février et celui de l'ENFAG fin février 2012.



De gauche à droite, Colonel Abdallah Ghamil, Chef d'Etat-major, le secrétaire Général du Ministère de la Défense et le Représentant Résident Adjoint du PNUD, Joseph PIHI qui procèdent à la pose de la première pierre



L'équipe du PNUD et le Staff de l'Etat-major enthousiasmés de l'événement.

Cérémonie de la pose de la première pierre du Service de santé Militaire

S'agissant de la sécurisation des casernes et de la réhabilitation des armureries, compte tenu de l'enveloppe limitée, un arbitrage budgétaire s'est imposé. Ce qui a contraint la partie nationale à procéder à des priorités. A cet égard, seules 3 casernes seront réhabilitées, en termes de mur d'enceinte et armurerie (Etat Major Kandani en Grande Comore, Gendarmerie à Anjouan, et Caserne de la FCD à Mohéli).

C'est ainsi que l'attribution du marché relatif à la sécurisation de la caserne de Kandani a été effectuée fin décembre 2011.

Quant à la réhabilitation des armureries ainsi que les casernes de la Gendarmerie d'Anjouan et de la FCD de Mohéli, le processus d'acquisition du marché est en cours.

#### **4. Renforcement des capacités ENFAG, DNDPE, gendarmerie, FCD, Service de Santé Militaire, Unité de surveillance maritime.**

Une première formation a été organisée au bénéfice des agents de la DNDPE dans le but de l'amélioration de la qualité des services de la DNDPE et le rapprochement entre cette direction et la population, ce qui a permis le renforcement de capacités de 10 agents de la DNPE visant une maîtrise des mécanismes juridiques favorisant le respect des Droits de l'Homme, et spécifiquement, de la femme. Une autre formation pour 17 agents de la DNDPE est en cours durant le mois de décembre 2010. Il est à noter la synergie avec la Coopération française dans ces activités de formation des agents de la DNPE qui a apporté son expertise technique.

De même, dans le cadre de l'accroissement de l'esprit républicain, plusieurs réunions d'échanges entre l'équipe du Projet RSS et le département de formation et d'instruction de l'état-major ont eu lieu à l'issue desquelles les modules suivants ont été conçus et validés. Il s'agit de : la Déontologie militaire et éducation civique, l'analyse des conflits dans les milieux professionnels de la sécurité au regard des droits de l'homme, l'armée et la prévention des actes terroristes, le maintien d'ordre, relations Civilo-militaires, la Cour Pénale Internationale, le Droit International Humanitaire, les Normes Internationales des droits de l'homme et du Droit International Humanitaire dans les concepts professionnels des forces de maintien de l'ordre, le Droit pénal spécial, la lutte contre la torture, le rôle de l'armée dans la consolidation de la paix.

A cet effet, une série d'ateliers de formation a été organisée dans l'ensemble de 3 îles. A Anjouan du 9 au 14 Juillet 2011, à Mohéli du 4 au 7 octobre 2011 et à Moroni, du 11 au 14 octobre 2011.

- Au total, 153 officiers, sous officiers et hommes de rang sont formés. Lesquelles formations, ont permis
  - ✓ aux officiers de la FCD et la gendarmerie d'une part de se rappeler certaines notions de base fondamentale à la profession militaire et sécuritaire et d'autre part rehausser l'esprit républicain dans une perspective du respect de l'Etat de droit et des droits de l'homme et du renforcement de la consolidation de la paix.
  - ✓ à certains militaires ayant participé à l'Opération Démocratie à Anjouan de se réconcilier avec leurs familles et leurs villages,
  - ✓ à l'état-major d'améliorer la communication, la coordination et la cohésion entre lui, le Cabinet Militaire, les commandements régionaux, et les groupements de compagnie.

Ainsi, cette série de formation a contribué énormément, d'une part à la réduction des cas de violation des droits de l'homme dans le domaine de maintien de l'ordre, de détention et de technique d'interrogatoire, d'autre part au renforcement de la cohésion sociale et enfin à l'accroissement de l'harmonie, la synergie et du partage de l'information entre l'état-major, le Cabinet Militaire et les différents corps de l'AND. Ainsi, les différentes institutions et corps de l'AND travaillent en symbiose en toute sérénité et efficacité. Un contexte garantissant la sécurité des personnes, des biens et des institutions républicaines. Ce climat de sérénité a permis à une mission conjointe composée des hauts officiers de l'AND et



dirigeants de la DNDPE d'effectuer une consultation à Anjouan pour recueillir des avis sur les enjeux, les défis et les menaces possibles de la paix et la sécurité dans l'île dans une perspective de prélude de l'élaboration de la politique nationale de sécurité.



Photo de famille : Au centre CI Abdallah Gamil le Chef d'état-major (Costume blanc au centre), à sa droite Judith Siminwa Experte Internationale en RSSJ, à sa gauche Youssouf M'béchézi Assistant au Représentant Résident (costume chocolat) et Ahmed Mohamed Allaoui Expert National en RSSJ (Costmen noir)



Séance d'exercice pratique sur la conduite éthique des droits de l'homme en matière de maintien de l'ordre et de détention.

Atelier de formation des agents de la FCD et de la Gendarmerie à Anjouan du 9 au 14 Juillet 2011

La création d'une Unité de Surveillance des frontières et de la sécurité civile (USFSC), la Garde côtière (Décret de création de l'USFSC signé et publié, nomination du Directeur de cette unité et de son adjoint) a contribué à l'amélioration de la sécurisation des frontières maritimes.

Elle a pu démontrer qu'elle est opérationnelle en procédant au :

- (i) au repérage et à la détention d'une équipe des pirates somaliens, action mise en œuvre en synergie avec la Police Nationale ; (ii) au sauvetage d'un bateau en perdition entre Mohéli et Anjouan la semaine du 20 juin 2011 ; (iii) au sauvetage des rescapés et la récupération des victimes du chavirement du boutre Madjriha en juillet.

Il est à noter dans ce cadre, la synergie des efforts avec d'autres partenaires, tels que les USA (qui a remis un bateau à l'unité maritime et à former les gardes côtes en navigation), Turquie (octroi de 3 canots à moteur), les Chinois en équipement, mobiliers et immobiliers.

En termes de soutien logistique, après l'adoption du Plan de travail Annuel par le comité de pilotage, un plan de réquisition a été établi et a permis aujourd'hui l'achat et la livraison de tout le matériel :

- informatique (25 ordinateurs, 2 ordinateurs portables, 6 Photocopieuses, 25 onduleurs, 8 imprimantes, 7 cartouches d'encre remis à la DNDPE, l'ENFAG, la FCD, la Gendarmerie et l'Etat Major) + (1 ordinateur, 2 ordinateurs portables, 1 Photocopieuse, 1 onduleur, 1 imprimante, 2 cartouches d'encre imprimante, 2 cartouches d'encre photocopieuse pour l'équipe du projet)
- de communication (12 radios VHF et 12 antenne relais) remis à l'Unité Maritime.
- roulant (2 véhicules + 5 motos) livrés à la DNDPE et un mini bus livré à l'ENFAG.
- de confection des lits et table bancs livré à l'ENFAG (200 lits superposés confectionnés opérationnels, 400 tables bancs disponibles)

- de l'achat d'un tissu de 7 000 m pour la confection des uniformes (1 200 tenues disponibles)
- de 200 matelas livrés à l'ENFAG
- des mobiliers (16 chaises visiteurs, 6 chaises secrétariat, 10 tables, 5 chaises directions, 6 Armoires métalliques, 2 Armoires en bois) livrés à la DNDPE et une partie pour l'équipe du projet.

En terme d'assistance technique, le recrutement des experts national (Novembre 2010) et international (Mars 2011) en Réforme du Secteur Sécuritaire et Judiciaire a permis d'assurer un meilleur suivi du projet.

Par ailleurs, les discussions initiées avec la France, par l'entremise de son attaché de sécurité intérieur, la Chine et les USA ont abouti à une synergie des activités en appui à la RSS. En outre, les engagements de certains partenaires avec le gouvernement Comorien favorisent un effet catalytique en vue de l'atteinte des résultats. Il s'agit notamment des engagements suivants :

- Du Gouvernement pour une contribution de 200,000 USD en nature ;
- «DOHA commitment » avec une enveloppe de 3.300.000 USD. Un suivi doit être fait par la partie nationale afin de garantir ce financement dont une partie pourrait contribuer à renforcer certains aspects du projet ;
- Du Gouvernement Turque pour 65.000 €, et fourniture de canots ;
- Du Gouvernement américain pour la fourniture d'un bateau pour l'unité des gardes côtes, pour une valeur de 894.544 USD.

## **5. Assistance administrative et financière du projet**

Cette tâche est assumée quotidiennement par la coordination du projet et a été renforcée avec le recrutement d'un Assistant Administratif et Financier.

**Il est à noter que le projet a eu à faire face à un certains nombre de problèmes/défis, relevant essentiellement :**

### **1- Du Démarrage tardif du projet**

Alors que le projet a été approuvé en novembre 2009 et les fonds versés en février 2010, le projet « Réforme du secteur de la sécurité en Union des Comores » a réellement démarré en avril 2010 avec la validation par le Comité Directeur du Plan de travail annuel, Ainsi que du Plan de réquisition, au cours de la première réunion du Comité de Pilotage.

En outre, (i) le retard accumulé dans le processus d'acquisition du matériel/équipement, suite au désistement de divers fournisseurs et dans l'élaboration des cahiers de charge pour les travaux de réhabilitation des infrastructures, compte tenu des faibles capacités du secteur de la construction ; (ii) le contexte politique sensible suite, notamment à la destitution du Chef d'Etat Major, au dernier processus électoral, et au changement au sein du Gouvernement, ont lourdement affecté la réalisation des activités programmées et l'atteinte de l'ensemble des résultats.

### **2- Du Recrutement du personnel National et International**

La longueur des processus de recrutement de l'Assistant Administratif et Financier, des expert national et International en matière de RSS a contribué à ralentir la réalisation des activités. Le personnel national a été recruté en nombre 2010. Celui de la Conseillère en RSS n'a été effectif qu'en fin mars 2011.



### **3- De L'implication de la partie nationale**

L'implication significative de la partie nationale a permis de définir les priorités, obtenir les autorisations pour les accès aux sites à réhabiliter et ainsi finaliser les cahiers de charge pour les travaux de réhabilitation, d'adopter les modules de formation et d'organiser la série des ateliers de formation et d'organiser les différentes consultations dans les meilleures conditions. Ce qui constitue un signal fort pour une appropriation effective du projet par la partie nationale.

### **4- Des ressources disponibles**

Plus de la moitié du budget du projet a été dépensé alors qu'un nombre non négligeable d'activités sont en stand bail pour des raisons des contraintes budgétaires.

Une mobilisation de fonds s'impose en vue d'assurer un suivi réussi de la RSS.

### **V. Future Work Plan**

Le processus de procurement pour les travaux de génie civil (Réhabilitation/Construction) devra être achevé de manière à démarrer ces travaux avant la fin du premier trimestre 2011. Par ailleurs, tous les services bénéficiaires visés devraient être équipés au cours de ce premier trimestre.

L'équipe du projet a démarré des consultations qui devront permettre d'alimenter le processus d'élaboration de la politique nationale de sécurité. Cependant la mise en place de la Commission nationale de réforme de la sécurité et de la justice chargée de l'élaboration de cette politique et de sa mise en œuvre devra être réalisée dans les meilleurs délais.

Au cours de 2011, la finalisation des modules de formation en cours devraient permettre de finaliser toutes les formations prévues.

## VI. Performance Indicators

Objectif global (Effet global) par rapport aux indicateurs de résultats:	Réalizations accomplies par rapport aux résultats attendus:	Contraintes par rapport aux résultats attendus et à l'objectif global du projet
<p><b>Objectif ou Effet global :</b> Maintenance de la sécurité dans l'ensemble de territoire par la performance et renforcement des capacités des forces nationales de la sécurité</p>	<p><b>Résultat attendu 1 :</b> La gouvernance de la sécurité est renforcée, une vision et une politique nationale de réforme du secteur de la sécurité et de la justice adoptée</p>	<p><b>Contrainte(s) :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Difficulté, du fait du contexte politique actuel, compte tenu, notamment du processus électoral en cours, de travailler avec les responsables de sécurité nommés pour appuyer le programme : délais pour l'obtention de spécifications techniques pour un certain nombre de matériel, notamment communication, délais pour finalisation modules de formations gendarmerie, FCD, Unité de gardes côtes .</li> <li>- Méconnaissance par différents services, des textes régissant le domaine sécuritaire ; conflits de compétences.</li> <li>- Contraintes budgétaires.</li> </ul>
<p><b>Indicateurs de résultats :</b></p>	<p><b>Réalizations accomplies :</b></p>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Une vision, une politique et une stratégie nationale de réforme du secteur de la sécurité et de la justice adoptées</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Comité technique mis en place.</i></li> <li>• <i>PTA et le plan d'achat validé et exécuté à 80%.</i></li> <li>• <i>L'acquisition du matériel informatique, du mobilier, des fournitures de bureau et roulants est effectué à 90%.</i></li> <li>• <i>L'attribution des marchés en matière de génie civil est effectuée conformément aux règles et procédures.</i></li> </ul> <p><i>Ainsi, tous les travaux des gros œuvres sont achevés tant au niveau de l'Ecole Nationale de Forces Armées et de la Gendarmerie (ENFAG) qu'au Service de Santé Militaire. Les deux chantiers sont dans la phase des finitions. A cet effet, les entrepreneurs ont déjà perçu les deux premières tranches de leur rémunération.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>L'élaboration d'une politique nationale de sécurité est effectivement internalisée par les autorités politiques et sécuritaires et intégrée parmi leurs priorités. C'est ainsi que sur demande du Gouvernement en partenariat avec le PNUD, une équipe de l'UNREC a effectué une mission d'appui du 19 au 26 décembre 2011 dans le cadre de l'élaboration de cette politique. Un rapport préliminaire de la mission est remis au</i></li> </ul>	<p><b>Solution(s) Proposée(s) :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Assainissement du climat politique global dans le pays et la signature de l'accord sur la gestion de la période intérimaire a amorcé l'apaisement.</li> <li>- Harmonisation des missions des différents services impliqués dans la sécurité. Ceci est une première étape du processus.</li> <li>- Compte tenu du budget limité, travail technique avec les responsables des corps de l'AND concernés par les réhabilitations, établissement d'un ordre de priorité pour les travaux, tout en respectant les résultats attendus.</li> </ul>

	<p>début du mois de janvier. Le rapport final avec l'ébauche de la Politique Nationale de sécurité devra être transmis par l'UNREC à la fin du mois de janvier.</p>	
<p>- Nombre des casernes et des dépôts d'armes réhabilités et sécurisés à Mohéli, Anjouan, Grande Comores</p>	<p><b>Résultat attendu 2 :</b> La prolifération des armes à feu est prévenue et contrôlée par la sécurisation des infrastructures militaires et les dépôts d'armes</p> <p><b>Réalisations accomplies :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Processus d'appel d'offre des travaux de sécurisation des camps et dépôts d'armes lancé.</i></li> </ul>	
<p>- Nombre de programmes de formation créés et effectif du personnel formé selon la catégorie professionnelle</p> <p>- Création et redéploiement des unités pour une meilleure couverture nationale</p>	<p><b>Résultat attendu 3 :</b> La formation du personnel des forces de sécurité est renforcée</p> <p><b>Réalisations accomplies :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Suite à la série d'ateliers de formation sur les droits de l'homme et la consolidation de la paix, il a été relevé un accroissement significatif de l'esprit républicain des éléments de l'AND (FCD et Gendarmerie) et une prise en compte effective du contrôle démocratique parmi les orientations primordiales non seulement de la Politique Nationale de Sécurité mais aussi de l'action des autorités politiques et militaires dans la gouvernance sécuritaire.</i></li> <li>• <i>De même, la réconciliation entre certaines familles des soldats de l'AND et certains éléments de l'AND et des ex-FGA se consolide significativement.</i></li> <li>• <i>De plus, l'harmonie, la synergie et le partage de l'information entre l'état-major, le Cabinet Militaire et les différents corps de l'AND sont nettement renforcés. C'est</i></li> </ul>	

	<p><i>ainsi qu'une mission conjointe composé des hauts officiers de l'AND et dirigeants de la DNDPE a été effectuée à Anjouan pour recueillir des avis sur les enjeux, les défis et les menaces possibles de la paix et la sécurité dans l'île dans une perspective de prélude de l'élaboration de la politique nationale de sécurité.</i></p> <p><i>• Par ailleurs, à la suite de la contre expertise des évaluations quantitatives effectuée dans les casernes de 3 îles, un arbitrage budgétaire s'est imposé.</i></p> <p><i>A cet effet, l'attribution du marché est effectuée pour ce qui est de la caserne de Kandani et les travaux débiteront fin janvier. Quant aux casernes de la Gendarmerie d'Anjouan et de la FCD de Mohéli, le processus d'acquisition du marché est en cours. Fournitures de bureau acquises.</i></p>	
<p>- Une coordination efficace entre les différentes forces de sécurité aux Comores</p>	<p><b>Résultat attendu 4 :</b> L'organisation et l'analyse de l'information relative à la sécurité est améliorée au sein de la DNDPE</p> <p><b>Réalisations accomplies :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li><i>• Le marché a été attribué pour les travaux de réhabilitation des locaux et autres infrastructures abritant la DNDPE ;</i></li> <li><i>• Des nouveaux modules sur l'accroissement du traitement et de l'exploitation de l'information, sur la prévention des conflits et la consolidation de la paix sont élaborés et adoptés. Une deuxième série de formation des agents de la DNDPE est programmée début février.</i></li> <li><i>• Elaboration des TDR pour le recrutement d'un consultant national pour le traitement de l'information et la création d'une base de données ;</i></li> </ul>	

Création de Garde côtière	<p><b><u>Résultat attendu 5 :</u></b>  Une Unité de Surveillance des frontières et de la sécurité civile (USFSC) est créée</p> <p><b><u>Réalisations accomplies :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Décret de création de l'USFSC signé et publié</i></li> <li>• <i>Directeur de l'USFSC et son adjoint nommés</i></li> <li>• <i>Acquisition matériel de communication en cours.</i></li> <li>• <i>Synergie avec USA, Soudan, Turquie dans la formation gardes côtes, et l'équipement.</i></li> </ul>	
---------------------------	---	--

## **VII. Abbreviations and Acronyms**

- **PBF** : Peace Building Fund
- **FCP** : Fonds de Consolidation de la Paix
- **RSS** : Réforme du secteur Sécuritaire
- **AND** : Armée Nationales de Développement
- **DNDPE** : Direction Nationale de Documentation et Protection de l'Etat
- **DDR** : Désarmement, Démobilisation et Réintégration
- **PPCP** : Plan Prioritaire pour la Consolidation de la Paix